

Règlement Mutualiste valant Note d'Information

Carac Épargne Patrimoine

Dispositions générales en vigueur au 5 avril 2024

Carac

Mutuelle d'épargne, de retraite et de prévoyance

soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité

Immatriculée au répertoire SIRENE sous le numéro 775 691 165

Siège : 159, Avenue Achille Peretti · CS 40091 · 92577 Neuilly-sur-Seine cedex



Sommaire

Article 1.

Quel est l'objet de Carac Épargne Patrimoine ? ... P. 5

Article 2.

Quels sont les intervenants ? P. 5

Article 3.

Quelles sont les formalités d'adhésion ? P. 5

Article 4.

Quelles sont la date de prise d'effet et la durée de l'adhésion ? P. 6

4.1 La date de prise d'effet de l'adhésion..... P. 6

4.2 La durée de l'adhésion P. 6

Article 5.

Quel est le délai de renonciation à l'adhésion ? P. 6

Article 6.

Transformation d'un contrat monosupport libellé en euros ou multisupports en un autre contrat multisupports P. 7

Article 7.

Les versements..... P. 7

7.1 Comment verser ? P. 7

7.2 Option Solidaire P. 8

7.3 Quels sont les frais prélevés sur chaque versement ? P. 8

Article 8.

Option « report d'arrérages » P. 8

8.1 Définition du « titulaire de la rente Carac »..... P. 8

8.2 Demande expresse du titulaire de la rente Carac..... P. 8

8.3 Quand le choix du report d'arrérages peut-il intervenir ? P. 8

8.4 Les versements résultant du report d'arrérages . P. 8

8.5 Fin du report d'arrérages..... P. 9

8.6 Fiscalité P. 9

Article 9.

Date de valeur des opérations P. 9

9.1 Investissement P. 9

9.2 Désinvestissement P. 10

9.3 Valorisation des prestations P. 10

Article 10.

Les supports et choix de gestion P. 10

10.1 Présentation des supports P. 10

10.2 Modification de la liste des supports proposés P. 11

10.3 Règles de répartition de l'épargne entre les supports P. 11

10.4 Arbitrages P. 11

10.5 Les modes de gestion P. 12

Article 11.

Présentation du fonds « Sécurité » libellé en euros P. 13

11.1 Composition P. 13

11.2. Taux de rendement minimum garanti P. 14

11.3. Revalorisation de l'épargne acquise - Affectation de la participation aux résultats techniques et financiers du contrat P. 14

Article 12.

Frais sur épargne gérée..... P. 14

Article 13.

Comment disposer de l'épargne acquise ? P. 14

13.1 Le calcul de la valeur de rachat..... P. 14

13.2 Le rachat total P. 16

13.3 Les rachats partiels P. 16

13.4 Les rachats partiels programmés P. 16

Article 14.

La rente viagère P. 16

14.1 Prise d'effet et conséquences..... P. 16

14.2 Montant de la rente P. 16

14.3 Versement de la rente - Arrérages P. 17

14.4 Choix de la réversibilité P. 17

Article 15.

Formalités de règlement P. 17

Article 16.

Que se passe-t-il en cas de décès ? P. 17

16.1 Les bénéficiaires en cas de décès P. 17

16.2 En cas de sortie en rente viagère réversible P. 17

Article 17.

Les modalités de service de la rente viagère réversible..... P. 18

Article 18.

Le capital remboursable P. 18

Article 19.

La garantie plancher	P. 19
19.1 Capital plancher	P. 19
19.2 Coût de la garantie plancher	P. 19
19.3 Barème de la garantie plancher	P. 19

Article 20.

Modes de perception du capital en cas de décès de l'adhérent.....	P. 20
--	-------

Article 21.

Information de l'existence d'une stipulation effectuée à son bénéfice.....	P. 20
---	-------

Article 22.

Modifications.....	P. 20
22.1 Modifications émanant de l'adhérent	P. 20
22.2 Modifications émanant de la Carac	P. 20

Article 23.

Communication annuelle	P. 20
------------------------------	-------

Article 24.

Prescription	P. 20
--------------------	-------

Article 25.

Fausse déclaration.....	P. 21
-------------------------	-------

Article 26.

Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.....	P. 21
--	-------

Article 27.

Données personnelles.....	P. 21
27.1 Identité du responsable du traitement	P. 21
27.2 Coordonnées du Délégué à la Protection des Données.....	P. 21
27.3 Destinataires des données à caractère personnel collectées	P. 21
27.4 Durée de conservation des données à caractère personnel des adhérents	P. 21
27.5 Droits des adhérents sur leurs données à caractère personnel vis-à-vis du responsable du traitement	P. 22
27.6 Finalités et base juridique du traitement	P. 22
27.7 Droits de l'adhérent sur ses données à caractère personnel vis-à-vis de l'autorité de contrôle.....	P. 22

Article 28.

Réclamation et médiation	P. 22
--------------------------------	-------

Article 29.

Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution	P. 23
---	-------



Encadré d'information

En application de l'article A. 223-6 du Code de la mutualité

NATURE	<p>Carac Épargne Patrimoine est une opération d'assurance sur la vie individuelle à adhésion facultative et à versements libres, libellée en euros et en unités de compte, relevant des branches 20 (Vie-décès) et 22 (assurances liées à des fonds d'investissement) de l'article R.211-2 du Code de la mutualité.</p> <p>Le règlement mutualiste peut être modifié par le conseil d'administration. Les modifications sont opposables au membre participant dès leur notification (article 1).</p>
GARANTIES OFFERTES	<p>Carac Épargne Patrimoine a pour objet la constitution d'une épargne sous forme de capital ou d'une rente au profit de l'adhérent si celui-ci est vivant au terme de l'adhésion (article 1).</p> <p>En cas de décès de l'adhérent avant le terme de l'adhésion, un capital est reversé au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) ou en cas d'option pour la rente viagère réversible, au bénéficiaire désigné, qui percevra une rente jusqu'à son décès (article 16).</p> <p>Pour le fonds « Sécurité » libellé en euros : le contrat comporte une garantie de capital brute de frais de gestion. Les investissements sur le fonds « Sécurité » libellé en euros sont limités à 75 % du montant de l'épargne constituée (article 11).</p> <p>Pour les supports en unités de compte : les montants investis ne sont pas garantis mais sont sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers et immobiliers. Le risque financier de moins-value est donc supporté par l'adhérent(e).</p> <p>Une garantie plancher permet, dans certaines conditions et limites, de garantir que le capital versé en cas de décès sera au moins égal au cumul des versements nets de frais versés depuis l'adhésion, déduction faite des rachats partiels (article 19).</p>
PARTICIPATION AUX EXCÉDENTS	<p>Pour le fonds « Sécurité » libellé en euros, la participation aux résultats techniques et financiers (participation aux excédents) du contrat est déterminée annuellement (article 11). Il n'existe pas de participation aux excédents contractuelle.</p>
DISPONIBILITÉ DE L'ÉPARGNE	<p>Le contrat comporte une faculté de rachat (article 13). Les sommes rachetées sont versées dans un délai maximum de 2 mois à réception de l'ensemble des pièces.</p>
FRAIS	<p>Frais à l'entrée et sur versements (article 7.3) : 0 %</p> <p>Frais en cours de vie du contrat :</p> <ul style="list-style-type: none">• Frais de gestion opérés sur le montant de l'épargne (article 12) : – 0,90 % par an sur le fonds « Sécurité » libellé en euros, prélevés annuellement y compris en cas de conversion du capital en rente viagère ; – 0,90 % par an sur les supports en unités de compte prélevés mensuellement en diminution du nombre de parts.• Frais de transformation d'un contrat « ancienne génération monosupport ou multisupports » (article 6) : 0,00 euro• Frais sur versement effectué par prélèvement automatique (article 7.1) : 0,00 euro• Frais d'arbitrage automatique en gestion profilée (article 10.5) : 0,00 euro• Frais d'arbitrage libre (article 10.4) : 1 % des montants arbitrés à compter du 13^{ème} arbitrage réalisé par année civile• Frais liés à l'option dynamisation des intérêts (article 10.5) : 0,00 euro• Frais d'arbitrage automatique dans le cadre de l'option de sécurisation des plus-values sur le montant arbitré (article 10.5) : 1 % <p>Frais de sortie :</p> <ul style="list-style-type: none">• Frais sur arrérages de rente (article 14.2) : 0 % <p>Autres frais :</p> <ul style="list-style-type: none">• Dans le cadre de l'option « solidaire » (article 7.2), somme revenant à l'association prélevée sur chaque versement effectué : 1 % ;• Cotisation de la garantie plancher : la cotisation est calculée le 31 décembre de chaque année, sur la base du cumul des capitaux plancher de chaque fin de mois, de l'âge de l'adhérent déterminé par différence entre l'année en cours et son année de naissance et du barème défini à l'article 19.3. Les frais correspondant à cette garantie plancher dépendent de l'âge de l'adhérent et peuvent être au maximum de 0,4 % par mois du montant de la garantie plancher. <p>Les unités de compte supportent des frais qui sont détaillés dans les Documents d'Informations Clés pour l'Investisseur (ci-après « DICl »).</p>
DURÉE DU CONTRAT	<p>La durée du contrat recommandée dépend notamment de la situation patrimoniale du membre participant, de son attitude vis-à-vis du risque, du régime fiscal en vigueur et des caractéristiques du contrat choisi. Le membre participant est invité à demander conseil auprès de sa mutuelle.</p>
CLAUDE BÉNÉFICIAIRE	<p>La désignation d'un bénéficiaire permet à ce dernier de bénéficier du capital constitué en cas de décès de l'adhérent sous forme de rente ou de capital.</p> <p>L'adhérent peut désigner le(s) bénéficiaire(s) du contrat en cas de décès par le formulaire prévu à cet effet par la Carac, par acte sous seing privé ou par acte authentique à l'adhésion ou ultérieurement en cours de vie du contrat. La clause bénéficiaire peut être modifiée à tout moment, sauf acceptation des bénéficiaires désignés (article 16.1).</p> <p>L'Adhérent mineur non-émancipé adoptera une clause bénéficiaire désignant exclusivement « Mes Héritiers Légaux ».</p>

Cet encadré a pour objet d'attirer l'attention du membre participant sur certaines dispositions essentielles de la note d'information. Il est important que le membre participant lise intégralement la note et qu'il pose toutes les questions qu'il estime nécessaires avant de signer la demande d'adhésion et le bulletin d'adhésion.

Article 1.

Quel est l'objet de Carac Épargne Patrimoine ?

Carac Épargne Patrimoine est une opération d'assurance sur la vie individuelle à versements libres, libellée en euros et en unités de compte, relevant des branches 20 (Vie-décès) et 22 (assurances liées à des fonds d'investissement) de l'article R.211-2 du Code de la mutualité.

Carac Épargne Patrimoine a pour objet la constitution d'une épargne sous forme de capital ou d'une rente au profit de l'adhérent si celui-ci est vivant au terme de l'adhésion.

La conversion du capital en rente viagère n'est possible que si l'adhérent répond aux conditions d'âge (minimum 50 ans et maximum 85 ans) et si le montant minimum des arrérages de rente est d'au moins 120 euros par trimestre. Ceux-ci sont fixés par l'Assemblée Générale de la Carac ou, le cas échéant, par le Conseil d'administration de la Carac par voie de délégation. Cette conversion se fait sur la base des tarifs de rente appliqués par la Carac et des conditions en vigueur à la date de la conversion.

En cas de décès de l'adhérent :

- un capital est reversé au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) par l'adhérent ;

ou

- une rente de réversion est versée au bénéficiaire désigné par l'adhérent en cas d'option pour la rente de réversion.

Carac Épargne Patrimoine est régi par la loi française et notamment par le Code de la mutualité.

Les montants investis sur les supports en unités de compte sont sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse, dépendant en particulier des marchés financiers et immobiliers. Ils peuvent générer une perte en capital et sont soumis au risque de défaut de l'émetteur ainsi qu'au risque de change (hors zone euro). Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

Article 2.

Quels sont les intervenants ?

L'organisme mutualiste réalisant cette opération d'assurance est la Mutuelle d'Épargne, de Retraite et de Prévoyance Carac, ci-après dénommée Carac.

La Carac est régie par le Code de la mutualité et est notamment soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité.

L'adhérent est la personne physique mineure ou majeure qui adhère à la Carac et à Carac Épargne Patrimoine et sur la tête duquel repose le contrat. Si l'adhérent est mineur, la signature de chacun de ses représentants légaux est requise accompagnée de la mention « en tant que représentant légal ».

Il acquitte les versements et perçoit l'épargne acquise s'il est en vie au terme de l'adhésion. Il a la qualité de membre participant de la Carac.

Peuvent seules adhérer au règlement mutualiste, les personnes ayant leur domicile fiscal en France, au sens de l'article 4 B du Code général des impôts. Le(s) bénéficiaire(s) est (sont) la (les) personne(s) qui perçoit (ven) t l'épargne sous forme de capital ou de rente en cas de décès de l'adhérent avant le terme de l'adhésion.

Article 3.

Quelles sont les formalités d'adhésion ?

Une demande d'adhésion, le présent règlement mutualiste valant note d'information, une fiche tarifaire, le relevé sur les actifs financiers, les statuts et le règlement intérieur de la Carac sont remis à toute personne qui souhaite adhérer à la Carac et à Carac Épargne Patrimoine. Cette personne remplit, signe et date la demande d'adhésion en y précisant notamment le(s) support(s) choisi(s) décrit(s) à l'article 10, ainsi que le(s) bénéficiaire(s) du capital ou le cas échéant, de la rente en cas de décès. Elle joint à cette demande d'adhésion un premier versement d'un montant minimum de 500 euros.

En cas d'acceptation de cette demande d'adhésion, la Carac établit un bulletin d'adhésion qu'elle transmet au demandeur. Celui-ci doit obligatoirement dater et signer ce bulletin

d'adhésion et le remettre à la Carac dans les meilleurs délais. La signature du bulletin d'adhésion emporte acceptation des dispositions du présent règlement mutualiste, de la fiche tarifaire et celle des statuts et du règlement intérieur de la Carac.

La validité de l'adhésion est subordonnée à 3 conditions cumulatives :

- l'acceptation de la demande d'adhésion par la Carac ;
- l'encaissement effectif du premier versement ;
- la remise à la Carac du bulletin d'adhésion signé et daté.

Lorsque l'adhésion est valable, le demandeur devient adhérent de la Carac à compter de la prise d'effet de l'adhésion définie à l'article 4.1.

Article 4.

Quelles sont la date de prise d'effet et la durée de l'adhésion ?

4.1 La date de prise d'effet de l'adhésion

Sous réserve du respect des formalités d'adhésion définies à l'article 3, l'adhésion prend effet le jeudi qui suit d'au moins 3 jours ouvrés la date de réception, au siège de la Carac, de la demande d'adhésion.

4.2 La durée de l'adhésion

La durée du contrat est fixée par l'adhérent. La durée du contrat recommandée dépend notamment de la situation patrimoniale du membre participant, de son attitude vis-à-vis du risque, du régime fiscal en vigueur et des caractéristiques du contrat choisi. Le membre participant est invité à demander conseil auprès de son conseiller mutualiste Carac.

Le contrat arrivé à terme est renouvelé par tacite reconduction d'année en année. Le contrat prend fin à la demande de l'Adhérent au terme ou en cas de rachat total ou en cas de décès de l'Adhérent sauf dans le cas d'une conversion en rente avec option de réversion. Dans ce dernier cas, le contrat prend fin au décès du réversataire.

Article 5.

Quel est le délai de renonciation à l'adhésion ?

Tout adhérent a la faculté de renoncer à son adhésion dans les trente jours calendaires révolus à compter de la date de réception du bulletin d'adhésion.

La notification de la renonciation peut être effectuée, au choix de l'adhérent :

- soit par lettre ou tout autre support durable adressée au siège social de la Carac sis 159 avenue Achille Peretti, CS 40091, 92577 Neuilly-sur-Seine Cedex,
- soit par déclaration faite au siège social ou chez le représentant de la mutuelle Carac,
- soit par acte extrajudiciaire,
- soit par le même mode de communication à distance que pour l'adhésion au règlement.

La renonciation entraîne la restitution de l'intégralité des sommes versées, dans les trente jours à compter de la réception de la notification. Au-delà de ce délai, les sommes non restituées produisent de plein droit intérêts au taux légal majoré de moitié durant deux mois, puis à l'expiration de ce délai de deux mois, au double du taux légal.

La notification devra être accompagnée d'une pièce justifiant de l'identité de l'adhérent ; elle pourra être rédigée en ces termes :

« Je soussigné(e), (nom, prénom de l'adhérent), demeurant à (adresse complète), déclare renoncer à mon adhésion à la Carac et à Carac Épargne Patrimoine en date du (n° le cas échéant.....) et entends recevoir dans un délai maximum de 30 jours, la restitution de l'intégralité des sommes versées. Date et signature. »

L'adhésion faisant l'objet de la renonciation cesse de produire tout effet, y compris à l'égard du (des) bénéficiaire(s) en cas de décès ainsi que de l'association choisie dans le cadre de l'option solidaire visée à l'article 7.2.

Article 6.

Transformation d'un contrat monosupport libellé en euros ou multisupports en un autre contrat multisupports

Lorsque le contrat Carac Épargne Patrimoine est issu de la transformation d'un contrat monosupport libellé en euros ou multisupports vers un contrat multisupports, cette transformation est réalisée sans frais et selon les modalités décrites ci-après.

Un formulaire de demande de transformation, accompagné du règlement mutualiste de Carac Épargne Patrimoine, valant note d'information, de la fiche tarifaire, du relevé sur les actifs financiers ainsi que des DICl en vigueur, est remis à tout adhérent qui souhaite réaliser la transformation de son contrat monosupport libellé en euros ou multisupports vers un contrat Carac Épargne Patrimoine.

L'adhérent remplit, date et signe ce formulaire en y précisant notamment ses choix de répartition.

Après vérification par la Carac du respect des conditions fixées par la réglementation en vigueur, elle établit un bulletin de transformation confirmant la réalisation de cette opération et précisant notamment le montant transféré, la fiscalité applicable, ainsi que la répartition de son épargne entre les différents supports financiers et le profil de gestion choisi par l'adhérent conformément à l'article 10 du présent règlement mutualiste.

L'adhérent doit retourner le bulletin d'adhésion dûment daté et signé. Sa signature emporte acceptation des dispositions du règlement mutualiste, de la fiche tarifaire, du relevé d'actifs financiers, ainsi que des DICl et constitue le point de départ d'un délai de 30 jours pendant lequel l'adhérent peut revenir sur sa décision de transformation. Pour ce faire, il adresse au siège de la Carac une notification de sa renonciation dans les conditions de l'article 5. La Carac ne prélève aucun frais sur le capital transféré. La date d'effet de la transformation est fixée au jeudi qui suit d'au moins trois jours ouvrés la date de réception au siège de la Carac de la demande de transformation.

Article 7.

Les versements

7.1 Comment verser ?

L'adhérent effectue des versements à sa convenance, sous réserve du respect d'un montant minimum par versement :

- Versement minimum à l'adhésion : 500 euros
- Versement libre minimum ultérieur : 500 euros
- Versement programmé mensuel minimum : 50 euros
- Versement programmé trimestriel minimum : 150 euros
- Versement programmé semestriel minimum : 300 euros
- Versement programmé annuel minimum : 600 euros

Ces montants sont fixés par l'Assemblée Générale de la Carac ou, le cas échéant, par le Conseil d'administration de la Carac par voie de délégation.

L'adhérent a la possibilité de réaliser des versements par prélèvement automatique sans frais ou par chèque.

En gestion libre, l'adhérent indique, à chaque versement, la répartition entre les différents supports visés à l'article 10.3.

Pour le premier versement, la part affectée au support libellé en euros est limitée à 75 % du montant du versement. Ce premier versement ne peut pas être issu de l'option report d'arrérages.

Pour les versements ultérieurs, la part affectée au support « Sécurité » libellé en euros ne pourra pas excéder 75 % de l'épargne totale en compte. À défaut, un arbitrage tel que défini à l'article 10.4 sera réalisé.

Si l'adhérent opte pour le prélèvement automatique, il précise la répartition lors de sa demande de prélèvement ; il pourra modifier cette répartition sous réserve d'en informer la Carac au moins deux mois avant la date prévue du prélèvement.

En gestion profilée, chacun des versements est automatiquement réparti entre les supports dans les conditions décrites à l'article 10.5.

7.2 Option Solidaire

Cette option n'est pas accessible aux mineurs ou majeurs protégés. Elle consiste à reverser 1 % des versements effectués à un organisme d'intérêt général proposé par la Carac. Cet organisme est choisi de manière définitive par l'adhérent, lors de la mise en place de l'option. Cette option peut être choisie à l'adhésion, ou en cours d'adhésion et peut être interrompue à tout moment.

Tant que l'option est active, elle s'applique automatiquement à l'ensemble des versements effectués par l'adhérent : 1 % de chaque versement effectué sont reversés par la Carac à l'organisme. Cette somme n'entre pas dans l'assiette de calcul de l'épargne. L'organisme assure seul la gestion et l'utilisation de ces sommes conformément à ses statuts et fait parvenir un reçu attestant le versement de ces sommes et de leur montant.

Lorsque l'adhérent a choisi l'Option Solidaire, « les versements effectués » visés dans le présent règlement mutualiste s'entendent des versements effectués après déduction de la part revenant à l'organisme.

7.3 Quels sont les frais prélevés sur chaque versement ?

La Carac ne prélève aucun frais sur les versements effectués.

Article 8.

Option « report d'arrérages »

8.1 Définition du « titulaire de la rente Carac »

Un adhérent titulaire d'une rente Carac, appelé dans le présent règlement mutualiste « le titulaire de la rente Carac », est une personne ayant adhéré à un règlement mutualiste de la Carac permettant une liquidation sous forme de rente et dans lequel cette option de report d'arrérages est disponible, qui souhaite que tout ou partie de sa rente soit versée sur sa garantie Carac Épargne Patrimoine ou sur le Carac Épargne Patrimoine de son conjoint, partenaire de pacte civil de solidarité, concubin, descendant, ascendant ou collatéral.

8.2 Demande expresse du titulaire de la rente Carac

Le titulaire de la rente Carac doit demander expressément à la Carac de verser tout ou partie de sa rente sur sa garantie Carac Épargne Patrimoine ou sur le Carac Épargne Patrimoine de son conjoint, partenaire de pacte civil de solidarité, concubin, descendant, ascendant ou collatéral nominativement désigné en remplissant, en datant et en signant le formulaire « Demande de report d'arrérages ». Ce formulaire indique, notamment, l'état civil précis de l'adhérent, conjoint, partenaire de pacte civil de solidarité, concubin, descendant, ascendant ou collatéral, bénéficiaire du report d'arrérages et les références du Carac Épargne Patrimoine concerné.

8.3 Quand le choix du report d'arrérages peut-il intervenir ?

Le titulaire de la rente Carac ne peut choisir l'option « report d'arrérages », qu'à compter de la conversion en rente. Le choix pour le report d'arrérages peut intervenir à l'adhésion ou en cours d'adhésion à sa garantie Carac Épargne Patrimoine ou à celle de son conjoint, partenaire de pacte civil de solidarité, concubin, descendant, ascendant ou collatéral :

- à l'adhésion, le formulaire « Demande de report d'arrérages » est joint à la demande d'adhésion au Carac Épargne Patrimoine,
- en cours d'adhésion, le titulaire de la rente Carac remplit, date et signe le formulaire « Demande de report d'arrérages » et le retourne à la Carac.

Que la demande de report intervienne à l'adhésion ou en cours d'adhésion, la Carac informe l'adhérent au Carac Épargne Patrimoine et le titulaire de la rente Carac des suites données à cette demande de report. Dès lors que toutes les conditions requises sont remplies, la demande de report prend effet dans les meilleurs délais.

8.4 Les versements résultant du report d'arrérages

Les arrérages de rente sont, conformément à la " Demande de report d'arrérages ", versés sur le Carac Épargne Patrimoine de l'adhérent dans la limite du montant que le titulaire de la rente aura indiqué. Ce montant n'est pas soumis aux seuils minimums de versements du contrat Carac Épargne Patrimoine.

Le report interviendra automatiquement à chaque versement d'arrérages, à compter de la prise d'effet de la demande de report d'arrérages et ce, tant que le report d'arrérages n'a pas pris fin conformément à l'article 8.5.

Le versement des arrérages est investi sur le contrat Carac Épargne Patrimoine selon le mode de gestion en vigueur en date du report :

- si l'adhérent a opté pour la gestion profilée, le versement est investi sur les différents supports selon le profil, tel que défini à l'article 10.5, en vigueur au moment du report ;
- si l'adhérent a opté pour la gestion libre, à défaut de choix de sa part, le versement est investi conformément à l'allocation en vigueur sur le contrat au moment du versement de l'arréage. L'adhérent peut préciser la répartition du versement vers les différents supports, tels que définis à l'article 10.1, conformément aux formulaires de demande ou de modification de report d'arrérages.

La date d'investissement du report d'arrérages est définie à l'article 9.1.

L'option «report d'arrérages» est modifiable à tout moment.

8.5 Fin du report d'arrérages

Le report d'arrérages prend fin :

- si le titulaire de la rente Carac en a manifesté la volonté, en révoquant la demande de report d'arrérages,
- si l'adhésion au produit rente du titulaire de la rente Carac a pris fin (par exemple, par décès de ce dernier),
- si l'adhésion au Carac Épargne Patrimoine prend fin (par exemple, par décès de l'adhérent).

La demande de révocation prend effet dans les meilleurs délais. La révocation de la demande de report d'arrérages ne met pas fin à l'adhésion au Carac Épargne Patrimoine de l'adhérent. L'adhérent et/ou le titulaire de la rente Carac sont informés de la fin du report d'arrérages.

8.6 Fiscalité

L'administration fiscale considérera que les arrérages ont transité par le patrimoine du titulaire de la rente. Ils seront donc inclus dans l'assiette d'imposition sur le revenu.

Le versement des arrérages sur le contrat Carac Épargne Patrimoine du tiers pourra être considéré comme une donation et donc faire l'objet le cas échéant d'une déclaration fiscale au titre des droits de mutation à titre gratuit.

Article 9. Date de valeur des opérations

La date de valeur est la date de prise en compte de l'opération d'investissement ou de désinvestissement. Elle est déterminée ci-après.

Fonds « Sécurité » libellé en euros : la date prise en compte est la date de début de capitalisation de l'épargne pour les investissements et la date de fin de capitalisation pour les opérations de désinvestissement.

Supports en unités de compte : la date de valeur détermine la valeur liquidative des unités de compte. La conversion du montant investi en unités de compte et inversement se fait sur la base de la valeur de liquidation de la part à la date de valeur. Le nombre de parts faisant l'objet d'une opération est arrondi aux dix millionnièmes (0.0000001) le plus proche.

9.1 Investissement

Suite à un versement, un report d'arrérages ou à un arbitrage libre, la date de valeur est fixée au jeudi qui suit d'au moins trois jours ouvrés la date de réception du versement au siège social de la Carac (sous réserve de son encaissement) ou la date de prélèvement le cas échéant.

À la suite d'un changement de profil ou de mode de gestion, ou d'un arbitrage libre, la date de valeur est fixée au jeudi qui suit d'au moins trois jours ouvrés la date de réception de la demande au siège social de la Carac, sous réserve que la répartition entre les supports soit précisée par l'adhérent.

À la suite d'une conversion en rente, la date de valeur est fixée au jeudi qui suit d'au moins trois jours ouvrés la date de réception de la demande au siège social de la Carac.

Si ce jeudi n'est pas un jour ouvré ou un jour de cotation, la date de valeur est fixée au premier jour ouvré de cotation suivant.

Sur les supports en unités de compte, le nombre de parts attribuées est égal au montant net de frais investi sur le support, divisé par la valeur de la part à la date de valeur.

Les montants investis ne sont pas garantis mais sont sujets à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers et immobiliers. Le risque financier de moins-value est donc supporté par l'adhérent(e).

À l'adhésion, la part du versement devant être affectée sur les supports en unités de compte est investie sur le support monétaire, sous réserve de la validité de l'adhésion.

Le premier jeudi ouvré qui suit la fin du délai de renonciation visé à l'article 5, le montant acquis est arbitré du support monétaire vers le ou les supports en unités de compte selon la répartition choisie à l'adhésion.

9.2 Désinvestissement

À la suite d'un arbitrage libre, d'un changement de profil ou de mode de gestion, d'un rachat ou d'une conversion en rente, la date de valeur est fixée au jeudi qui suit d'au moins trois jours ouvrés la date de réception au siège de la Carac de la demande, sous réserve que l'adhérent ait transmis les informations nécessaires au traitement de sa demande.

À la suite d'un décès, la date de valeur est fixée au jeudi qui suit d'au moins trois jours ouvrés la date de réception au siège social de la Carac de l'acte de décès.

À la suite d'un arbitrage automatique, la date de valeur est fixée au jeudi qui suit d'au moins trois jours ouvrés la date visée à l'article 10.4.

Si ce jeudi n'est pas un jour ouvré ou un jour de cotation, la date de valeur est fixée au premier jour ouvré de cotation suivant.

Sur les supports en unités de compte, le montant acquis au support est diminué du nombre de parts multiplié par la valeur de la part à la date de valeur.

9.3 Valorisation des prestations

La date de valeur retenue pour valoriser la prestation ne dépassera pas de plus de 30 jours :

- la date de réception au siège social de la Carac de la demande en cas de rachat, transfert ou conversion en rente ;

- la date de réception au siège social de la Carac de l'acte de décès en cas de décès.

Article 10.

Les supports et choix de gestion

10.1 Présentation des supports

Chaque versement d'un montant minimum de 500 euros ou arbitrage d'un montant minimum de 30 euros est affecté, conformément aux instructions de l'adhérent (en gestion libre) ou au profil de gestion choisi (en gestion profilée), sur un ou plusieurs supports. Ces montants minimums sont fixés par l'Assemblée Générale de la Carac ou le cas échéant, par le Conseil d'administration de la Carac par voie de délégation.

Les supports sont décrits dans le document intitulé « Relevé sur les Actifs Financiers ».

Code ISIN	Libellé	Société de gestion
LU0232528306	AB Emerging Markets Growth	Alliance Bernstein
LU0251853072	AB International Healthcare	Alliance Bernstein
LU0520233601	AB Sustainable US Thematics	Alliance Bernstein
	Carac Perspectives Immo	Astream
FR0010669150	Carac Actions Zone Euro	CPR AM
FR0010669168	Carac Actions Internationales ISR	CPR AM
FR0010177899	Choix Solidaire	Ecofi
FR0000291239	CPR cash*	CPR AM
LU1861294319	CPR Éducation	CPR AM
FR0010836163	CPR Silver Age	CPR AM
FR0010557967	Dorval Convictons	Dorval AM
LU1161527038	EdR Fund Bond Allocation	Edmond de Rothschild AM
FR0010505578	EdR SICAV Euro Sustainable Equity	Edmond de Rothschild AM
LU0147944259	Harris Global Equity	Harris Associates
FR0012355139	Lazard Patrimoine	Lazard Frères Gestion
LU0914733059	Mirova Europe Environmental Equity	Mirova
FR0000989899	Oddo Avenir	Oddo BHF AM
LU0366534344	Pictet Nutrition	Pictet AM
LU0340559557	Pictet Timber	Pictet AM
LU1951204046	Thematics Meta	Thematics AM
LU1951229035	Thematics Water	Thematics AM
LU1951225553	Thematics Safety	Thematics AM
LU1951200481	Thematics AI & Robotics	Thematics AM

* CPR cash est un support monétaire exclusivement destiné à l'investissement de la part du versement devant être affectée sur les supports en unités de compte pendant la période de renonciation.

Le support monétaire sur lequel est investie la part du versement devant être affectée sur les supports en unités de compte pendant la période de renonciation (article 5) est le support CPR Cash : une SICAV monétaire ayant comme objectif de performance celle de l'indice Eonia capitalisé sur la période de détention.

Société de Gestion: CPR ASSET MANAGEMENT.
Code ISIN : FR0000291239.

Sur le fonds « Sécurité », l'épargne acquise est exprimée en euros; sur les supports en unités de compte, elle est exprimée en nombre de parts.

10.2 Modification de la liste des supports proposés

La liste des supports proposés est susceptible d'évoluer, notamment à l'occasion de l'un des événements décrits ci-après. En conséquence, la répartition de l'épargne ou des versements entre les différents supports pourra être modifiée. L'adhérent en sera averti au préalable avant la date d'entrée en vigueur de la modification.

Disparition d'un support en unités de compte

Si l'un des supports en unités de compte disparaissait, l'épargne constituée sur ce support serait automatiquement réorientée, sans frais, sur un support de même nature. À défaut de support de même nature, l'épargne constituée sur ce support sera réorientée, sans frais, sur un support monétaire, sauf avis contraire exprès et préalable de l'adhérent.

Ajout d'un support en unités de compte dans la liste des supports

En fonction de l'évolution des marchés financiers, de nouveaux supports en unités de compte pourront être ajoutés. Ces supports feront l'objet d'une mise à jour du Relevé sur les Actifs Financiers. Ces supports pourront avoir une échéance qui leur est propre, au terme de laquelle la contre-valeur en euros du nombre d'unités de compte présentes sur ces supports sera réorientée, sans frais, vers un support de même nature ou à défaut vers un support monétaire.

Substitution d'un support en unités de compte par un autre support en unités de compte

Quand des circonstances de marché l'exigent, la mutuelle pourra être amenée à substituer un support en unités de compte présent dans la liste par un autre support en unités de compte, qui ne sera pas obligatoirement de nature comparable.

Suppression d'un support d'investissement

Quand des circonstances de marché l'exigent, la mutuelle pourra être amenée à supprimer, provisoirement ou définitivement, les possibilités de versement et de réorientation d'épargne sur un support parmi ceux proposés.

Les différents supports en unités de compte sont décrits dans le « Relevé sur les Actifs Financiers », dans les documents d'informations clé pour l'investisseur.

La Carac remet à l'adhérent lors de l'adhésion ainsi qu'à chaque arbitrage les DICl des supports libellés en unités de compte. Les DICl sont également disponibles sur le site internet de la Carac : www.carac.fr dans la rubrique information précontractuelle ou sur le site internet de la société de gestion ou sur celui de l'Autorité des Marchés Financiers : <https://www.amf-france.org>

10.3 Règles de répartition de l'épargne entre les supports

Carac Épargne Patrimoine est un contrat multisupport libellé en unités de compte. À ce titre, la part investie sur le fonds « Sécurité » libellé en euros est fixée à 75 % maximum de l'épargne acquise. À l'adhésion, la part investie sur le fonds « Sécurité » libellé en euros ne doit pas dépasser 75 % du versement.

En gestion libre, si en cours de vie du contrat, l'épargne atteint au moins 80 % sur le support en euros, un arbitrage automatique est réalisé vers le support en unités de compte choisi par l'adhérent, afin de rétablir la proportion d'épargne investie sur le fonds « Sécurité » libellé en euros à 75 %. L'adhérent précise sur sa demande d'adhésion le support en unités de compte vers lequel ces arbitrages automatiques seront réalisés. L'adhérent peut modifier ce support à tout moment.

10.4 Arbitrages

Les arbitrages sont, à l'issue de la période de renonciation, possibles à tout moment sous réserve de l'accord, le cas échéant, des bénéficiaires acceptants. Par ailleurs, en gestion libre l'arbitrage devra être d'un montant minimum de 30 euros.

Ce montant minimum est fixé par l'Assemblée Générale de la Carac ou, le cas échéant, par le Conseil d'administration de la Carac par voie de délégation.

Si un arbitrage automatique prévu dans le cadre des profils ou options décrits à l'article 10.5 ne respecte pas les conditions de montant minimum, il n'est pas réalisé. Les arbitrages automatiques dont l'objectif est de respecter la condition de 75 % maximum de l'épargne investie sur le fonds « Sécurité » libellé en euros, sont réalisés dans tous les cas. Le montant arbitré sera au moins égal au montant minimum par arbitrage.

La Carac peut refuser ou suspendre les demandes d'arbitrage sortant du fonds « Sécurité » libellé en euros en fonction de l'évolution des marchés dès lors qu'au moment de la demande le dernier Taux Moyen des Emprunts d'État français publié est supérieur au taux de rendement net servi l'année précédente au titre du fonds en euros.

En gestion libre, l'adhérent a la possibilité d'effectuer 12 arbitrages gratuits par année civile. Pour les arbitrages libres suivants ainsi que pour les arbitrages automatiques dans le cadre de l'option sécurisation des plus-values, les frais sont de 1 % sur le montant arbitré. Ces montants sont fixés par l'Assemblée Générale de la Carac ou le cas échéant, par le Conseil d'administration de la Carac par voie de délégation. Dans le cadre de la gestion profilée, les arbitrages automatiques annuels sont réalisés le 1er jeudi ouvré du mois qui suit d'au moins trois jours ouvrés la date anniversaire de la prise d'effet des choix de gestion visée à l'article 10.5.

10.5 Les modes de gestion

En fonction de ses objectifs, l'adhérent choisit un mode de gestion de son épargne : la gestion libre ou la gestion profilée.

● La gestion libre :

L'adhérent pilote librement la gestion de son contrat.

Il a également la faculté de choisir une option de gestion, sauf en cas de rachats partiels programmés en cours. Il ne peut y avoir qu'une seule option de gestion en cours à la fois.

Chaque option peut être interrompue par simple courrier adressé à la Carac, à tout moment.

Les options de gestion sont les suivantes :

● Option dynamisation des intérêts

Il s'agit d'un arbitrage annuel automatique. Les intérêts annuels des sommes investies sur le fonds « Sécurité » libellé en euros sont arbitrés intégralement au choix de l'adhérent vers l'un des

supports en unités de compte listés dans le Relevé sur les Actifs Financiers, de manière automatique au cours du mois de février suivant l'attribution de la participation aux excédents. Le montant minimum d'arbitrage automatique sur l'option dynamisation des intérêts est de 30 euros. Ce montant est fixé par l'Assemblée Générale de la Carac ou, le cas échéant, par le Conseil d'administration de la Carac par voie de délégation.

● Option sécurisation des plus-values

Il s'agit d'un arbitrage automatique. L'adhérent choisit le support dont il souhaite sécuriser les gains parmi ceux listés dans le Relevé sur les Actifs Financiers. Les gains constatés sur le support choisi sont arbitrés vers le fonds « Sécurité » libellé en euros si ces gains atteignent, au choix de l'adhérent, 10 %, 15 %, 20 % ou 25 % de la valeur de référence à la date du calcul. La valeur de référence retenue pour le calcul est la valeur de l'épargne à la date la plus récente parmi les événements suivants : mise en place de l'option ou dernier investissement sur le support ou dernier arbitrage de sécurisation réalisé sur le support. Les frais d'arbitrage automatique dans le cadre de l'option sécurisation des plus-values sur le montant arbitré sont de 1 %. Le montant minimum arbitré est de 30 euros. Ce pourcentage est fixé par l'Assemblée Générale de la Carac ou, le cas échéant, par le Conseil d'administration de la Carac par voie de délégation.

● La gestion profilée :

En gestion profilée, un arbitrage automatique annuel est effectué sans frais, de sorte que la répartition de l'épargne acquise continue à respecter les proportions entre les supports correspondant au profil choisi.

Les arbitrages automatiques annuels sont réalisés le 1er jeudi ouvré du mois qui suit d'au moins trois jours ouvrés la date anniversaire de la prise d'effet des choix de gestion.

L'adhérent choisit le profil correspondant à son profil d'investisseur et à ses objectifs parmi les profils suivants :

- Le Profil Modéré : Chaque versement est investi à 65 % sur le fonds « Sécurité » libellé en euros, et 35 % sur les supports en unités de compte selon la répartition ci-dessous. L'épargne acquise est répartie dans les mêmes proportions à chaque arbitrage automatique.

Libellé de la valeur	Poids
Fonds « Sécurité » libellé en euros	65 %
Carac Perspectives Immo	3 %
AB Emerging Markets Growth	2 %
Harris Global Equity	2 %
Dorval Convictions	2 %
EDR Bond Allocation	3 %
EDR Euro Sustainable Equity	5 %
Mirova Europe Environmental Equity	4 %
Thematics Meta	4 %
Oddo Avenir	3 %
AB Sustainable US Thematics	5 %
Lazard Patrimoine	2 %
TOTAL	100 %

- Le Profil Équilibré : Chaque versement est investi à 40 % sur le fonds « Sécurité » libellé en euros, et 60 % sur les supports en unités de compte selon la répartition ci-dessous. L'épargne acquise est répartie dans les mêmes proportions à chaque arbitrage automatique.

Libellé de la valeur	Poids
Fonds « Sécurité » libellé en euros	40 %
Carac Perspectives Immo	2 %
AB Emerging Markets Growth	4 %
Harris Global Equity	4 %
Dorval Convictions	3 %
EDR Bond Allocation	2 %
EDR Euro Sustainable Equity	10 %
Mirova Europe Environmental Equity	8 %
Thematics Meta	9 %
Oddo Avenir	6 %
AB Sustainable US Thematics	10 %
Lazard Patrimoine	2 %
TOTAL	100 %

- Le Profil Dynamique : Chaque versement est investi à 20 % sur le fonds « Sécurité » libellé en euros, et 80 % sur les supports en unités de compte selon la répartition ci-dessous. L'épargne acquise est répartie dans les mêmes proportions à chaque arbitrage automatique.

Libellé de la valeur	Poids
Fonds « Sécurité » libellé en euros	20 %
Carac Perspectives Immo	1 %
AB Emerging Markets Growth	6 %
Harris Global Equity	6 %
Dorval Convictions	3 %
EDR Bond Allocation	2 %
EDR Euro Sustainable Equity	13 %
Mirova Europe Environmental Equity	12 %
Thematics Meta	13 %
Oddo Avenir	9 %
AB Sustainable US Thematics	13 %
Lazard Patrimoine	2 %
TOTAL	100 %

Chacun de ces profils peut être choisi à l'adhésion ou en cours d'adhésion. L'adhérent peut à tout moment passer d'une gestion profilée à une gestion libre ou inversement.

Il peut également passer d'un profil à un autre au sein de la gestion profilée. Le changement de mode de gestion ou de profil au sein de la gestion profilée ne peut avoir lieu qu'une fois par année civile écoulée. Ce changement s'effectue sans frais.

En gestion profilée, il n'est pas possible de réaliser un arbitrage libre, des rachats programmés, ou de choisir la répartition de ses versements entre les supports. Pour procéder à ces actions, il est nécessaire de passer en gestion libre: la gestion profilée cesse automatiquement.

Toute demande concernant les choix de gestion prend effet le 1er jeudi ouvré qui suit d'au moins trois jours ouvrés la réception de la demande au siège social de la Carac, sous réserve que les informations nécessaires à sa réalisation soient complètes.

Article 11. Présentation du fonds « Sécurité » libellé en euros

11.1 Composition

En gestion libre, l'investissement sur le support « Sécurité » libellé en euros est limité à 75 % de l'épargne constituée. La part de la valeur de l'épargne affectée au fonds « Sécurité » libellé en euros est égale au cumul des investissements nets de frais, capitalisé au taux de rendement minimum garanti défini ci-après et augmenté de l'éventuelle participation aux excédents. Ce montant sera

diminué, le cas échéant, des rachats partiels, des arbitrages sortants vers d'autres supports, des frais de gestion et des frais liés à la garantie plancher.

En cas de conversion en rente viagère, la part de la valeur de l'épargne affectée au fonds « Sécurité » libellé en euros est égale à la provision mathématique de rente.

11.2. Taux de rendement minimum garanti

La garantie en capital de l'épargne est brute de frais de gestion. Le taux de rendement minimum garanti révisable chaque année est fixé par l'Assemblée Générale de la Carac ou, le cas échéant, par le Conseil d'administration de la Carac par voie de délégation. Ce taux, brut de frais sur épargne gérée, est appliqué pour déterminer la rémunération due en cours d'année sur l'épargne investie sur le fonds « Sécurité » libellé en euros et sera donc servi en cas de rachat partiel, rachat total ou décès.

11.3. Revalorisation de l'épargne acquise - Affectation de la participation aux résultats techniques et financiers du contrat

À la fin de l'exercice, l'épargne acquise exprimée en euros est revalorisée, au prorata temporis à partir de la date d'investissement sur le fonds « Sécurité » libellé en euros au cours de l'année.

Chaque année la Carac détermine un montant de participation aux résultats techniques et financiers et sa répartition entre tous les membres participants du contrat. La part de la participation aux résultats pourra être différente entre les contrats n'ayant pas liquidé leur épargne en rente viagère et ceux ayant liquidé leur épargne en rente viagère.

La participation aux résultats est attribuée aux contrats disposant d'une épargne non nulle sur le fonds « Sécurité » libellé en euros au 31 décembre de l'année du calcul.

Il n'existe pas de participation aux excédents contractuelle.

Article 12. Frais sur épargne gérée

Ils sont de :

- 0.90 % par an sur le fonds « Sécurité » libellé en euros, prélevés annuellement chaque 31 décembre.
En cas de rachat, de décès ou de conversion en rente, le prélèvement a lieu à la date de la valeur de rachat autorisé ou à la date du décès, ou à la date de conversion en rente viagère. Ils sont appliqués à l'épargne acquise ou au montant désinvesti le cas échéant.
- 0.90 % par an sur les supports en unités de compte. Sur ces supports, les frais sur épargne gérée sont prélevés mensuellement sur le nombre de parts acquises, par diminution du nombre de parts chaque fin de mois ou en cas de clôture du contrat, à la date de la demande de rachat ou à la date du décès.

Article 13. Comment disposer de l'épargne acquise ?

L'adhérent peut disposer de l'épargne acquise en effectuant des rachats, sauf acceptation des bénéficiaires en cas de décès.

À l'issue du délai de renonciation, l'adhérent peut demander à tout moment le rachat partiel ou total de l'épargne acquise. Toute demande de rachat peut être effectuée par lettre ordinaire adressée au siège de la Carac sis 159 avenue Achille Peretti, CS 40 091, 92577 Neuilly-sur-Seine Cedex.

La Carac ne consent pas d'avance.

13.1 Le calcul de la valeur de rachat

Sur le fonds « Sécurité » libellé en euros, la valeur de rachat est égale à l'épargne disponible à la date de valeur visée à l'article 9, c'est-à-dire aux sommes investies nettes de frais, majorées des intérêts et de la participation aux résultats techniques et financiers et minorées des désinvestissements effectués, des frais sur épargne gérée, du coût de la garantie plancher. Sur les unités de compte, la contre-valeur en euros des parts d'unités de compte est égale à la valeur de rachat exprimée en nombre d'unités de compte multipliée par la valeur liquidative de la part à la date de valeur du rachat visée à l'article 9.

Tableau des valeurs de rachat produit multisupport

Pour un versement effectué à 50% sur le fonds Euro et 50% en unités de compte (hors cotisation garantie plancher)

	Montant des versements cumulés nets de frais (en euros)	Supports en unités de compte	Fonds « Sécurité » libellé en euros
		Valeur de rachat exprimée en nombre d'unités de compte	Valeur de rachat minimale (en euros)
À l'adhésion	10 000,00 €	100,00000	5 000,00 €
Au 1 ^{er} anniversaire	10 000,00 €	99,10370	4 955,00 €
Au 2 ^e anniversaire	10 000,00 €	98,21544	4 910,41 €
Au 3 ^e anniversaire	10 000,00 €	97,33514	4 866,21 €
Au 4 ^e anniversaire	10 000,00 €	96,46273	4 822,42 €
Au 5 ^e anniversaire	10 000,00 €	95,59813	4 779,01 €
Au 6 ^e anniversaire	10 000,00 €	94,74129	4 736,00 €
Au 7 ^e anniversaire	10 000,00 €	93,89213	4 693,38 €
Au 8 ^e anniversaire	10 000,00 €	93,05058	4 651,14 €

Ces valeurs de rachat ne tiennent pas compte des éventuelles opérations ultérieures (versements, rachats, arbitrages, etc.), des prélèvements sociaux et fiscaux et de la rémunération du fonds « Sécurité » libellé en euros. Elles ne tiennent pas compte non plus des éventuels prélèvements liés à la garantie plancher visée à l'article 19, lesquels ne sont plafonnés ni en montant, ni en nombre d'unités de compte.

Tableau de simulation des valeurs de rachat et versements cumulés

Pour un versement effectué à 50% sur le fonds Euro et 50% en unités de compte

	Versements cumulés nets de frais (en euros)	Supports en unités de compte	Fonds « Sécurité » libellé en euros		
		Valeur de rachat exprimée en nombre d'unités de compte	Valeur de rachat (en euros) en cas de :		
			Hausse de l'unité de compte	Stabilité de l'unité de compte	Baisse de l'unité de compte
À l'adhésion	10 000,00 €	100,00000	5 000,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
Au 1 ^{er} anniversaire	10 000,00 €	99,10370	4 955,00 €	4 954,84 €	4 949,32 €
Au 2 ^e anniversaire	10 000,00 €	98,21544	4 910,41 €	4 909,42 €	4 888,98 €
Au 3 ^e anniversaire	10 000,00 €	97,33514	4 866,21 €	4 863,65 €	4 820,77 €
Au 4 ^e anniversaire	10 000,00 €	96,46273	4 822,42 €	4 817,42 €	4 745,57 €
Au 5 ^e anniversaire	10 000,00 €	95,59813	4 779,01 €	4 770,62 €	4 664,26 €
Au 6 ^e anniversaire	10 000,00 €	94,74129	4 736,00 €	4 723,16 €	4 577,49 €
Au 7 ^e anniversaire	10 000,00 €	93,89213	4 693,38 €	4 674,85 €	4 485,13 €
Au 8 ^e anniversaire	10 000,00 €	93,05058	4 651,14 €	4 625,64 €	4 388,07 €

À titre d'exemple, le tableau ci-dessus présente des simulations des valeurs de rachat au terme de chacune des huit premières années dans le cadre d'une gestion libre, intégrant le prélèvement de la cotisation de la garantie plancher décrite à l'article 19.2 selon les hypothèses suivantes :

- âge de l'assuré à l'adhésion : 50 ans,
- versement net de frais à l'adhésion de 10 000 € réparti à titre d'exemple à hauteur de 50 % sur le fonds « Sécurité » libellé en euros et de 50 % sur le support en unités de compte choisi par l'adhérent pour son investissement à l'issue du délai de renonciation, sur la base d'une valeur de l'unité de compte au jour du versement de 50 €,
- 3 hypothèses de variation de la valeur de l'unité de compte : hausse régulière de 30 %, stabilité et baisse régulière de 30 %.

La Carac ne s'engage que sur le nombre d'unités de compte, mais pas sur leur valeur. La valeur de ces unités de compte, qui reflète la valeur d'actifs sous-jacents, n'est pas garantie, mais est sujette à des fluctuations à la hausse ou à la baisse dépendant en particulier de l'évolution des marchés financiers.

13.2 Le rachat total

En cas de rachat total, l'adhérent perçoit l'épargne acquise sous forme de capital. Le rachat total entraîne la clôture du contrat.

13.3 Les rachats partiels

En cas de rachat partiel, le montant minimum racheté est de 150 euros et le solde minimum de l'épargne est de 1000 euros. Ces montants sont fixés par l'Assemblée Générale de la Carac ou, le cas échéant, par le Conseil d'administration de la Carac par voie de délégation. Le montant du rachat partiel vient en déduction de l'épargne acquise. Il est versé sous forme de capital sous un délai de deux mois maximum.

En gestion libre, l'adhérent précise le montant du rachat partiel ainsi que la répartition selon les supports. À défaut, le rachat partiel sera effectué au prorata de l'épargne acquise sur chacun des supports. En gestion profilée, le rachat partiel s'effectue obligatoirement selon la répartition du profil concerné.

13.4 Les rachats partiels programmés

En gestion libre et sur le fonds « Sécurité » libellé en euros uniquement, l'adhérent a la possibilité d'effectuer des rachats partiels programmés d'un montant minimum par rachat de 150 euros dès lors que son épargne acquise est supérieure à 20 000 euros. Lors de la mise en place des rachats partiels programmés, les frais sont de 30 euros et le solde minimum de l'épargne est de 1000 euros. L'Assemblée Générale de la Carac ou, le cas échéant, le Conseil d'administration de la Carac par voie de délégation, détermine ce montant minimum ainsi que les frais forfaitaires de mise en place prélevés avec le premier rachat. Les rachats partiels programmés ne peuvent pas être mis en place en cas d'option pour la dynamisation des intérêts en cours.

Il n'est pas possible de réaliser des arbitrages libres en sortie du fonds « Sécurité » libellé en euros si des rachats partiels programmés sont en cours.

Article 14.

La rente viagère

La rente viagère permet à l'adhérent de recevoir une rente tant qu'il est en vie.

L'adhérent ne peut solliciter la conversion de son épargne en rente viagère que si le montant de sa rente, tel que calculé ci-dessous, est supérieur ou égal à 120 euros par trimestre. L'adhérent doit être âgé de 50 ans à 85 ans inclus l'année de conversion de l'épargne acquise en rente viagère.

14.1 Prise d'effet et conséquences

Avant que la rente viagère ne soit versée à l'adhérent, l'épargne acquise sur les supports en unités de compte est transférée sur le fonds « Sécurité » libellé en euros.

L'épargne est convertie en capital constitutif de la rente.

La conversion de l'épargne en rente viagère met fin à la phase de constitution de l'épargne. Les versements volontaires ou programmés ainsi que les rachats et transferts ne sont plus possibles.

Le versement de la rente à l'adhérent prend fin au décès de l'adhérent et de son réversataire éventuel.

14.2 Montant de la rente

Le montant de la rente est calculé en fonction :

- de la date de conversion de l'épargne en rente ;
- de l'âge et de l'année de naissance de l'adhérent. Les âges sont calculés par différence de millésimes entre l'année de conversion de l'épargne en rente et l'année de naissance ;
- de la table de mortalité en vigueur au moment de la conversion ;
- de la diminution des éventuels frais sur arrérages ;
- du taux de réversion, de l'âge et de l'année de naissance du réversataire éventuel ;
- du taux technique en vigueur au moment de la conversion diminué des frais de gestion.

La Carac ne prélève pas de frais d'arrérages sur le Carac Épargne Patrimoine. La part investie en fonds « Sécurité » libellé en euros et les arrérages de rente sont augmentés annuellement de la participation aux résultats techniques et financiers.

14.3 Versement de la rente - Arrérages

Les arrérages de rentes sont servis à terme échu, sans *pro rata* d'arrérages au décès, le premier jour de chaque trimestre civil. La Carac procède au recouvrement de l'éventuel trop-perçu à l'issue du décès de l'adhérent si celui-ci est supérieur ou égal à 15 euros.

14.4 Choix de la réversibilité

En cas de réversion retenue par l'adhérent, la Carac verse au décès de celui-ci un pourcentage du montant de la rente au bénéficiaire désigné jusqu'au décès du bénéficiaire. Au moment de la demande de conversion de l'épargne en rente, l'adhérent peut choisir que sa rente soit réversible à 60 % ou 100 % et désigner le(s) bénéficiaire(s).

Sauf acceptation du bénéficiaire préalablement désigné, il peut changer de bénéficiaire durant la phase de constitution. Cette modification entre en vigueur dès lors que la Carac en a connaissance.

Le bénéficiaire doit être âgé de 50 à 85 ans inclus l'année de conversion de l'épargne acquise en rente viagère. L'âge du bénéficiaire et le pourcentage de la réversion retenu sont pris en compte dans le calcul du montant de la rente versée. Le premier arrérage de rente de réversion est dû le premier jour du trimestre civil qui suit le décès de l'adhérent.

Article 15. Formalités de règlement

Toute somme due par la Carac (en cas de demande de rachat total ou partiel) est payée à l'adhérent sur la production des pièces justificatives de son identité. En cas de rachat, les sommes dues doivent être payées dans un délai qui ne peut excéder deux mois à compter de la réception du dossier complet de la demande de rachat.

Au-delà de ce délai, les sommes non versées produisent de plein droit intérêts au taux légal majoré de moitié durant deux mois, puis, à l'expiration de ce délai de deux mois, au double du taux légal.

En cas de conversion en rente, l'adhérent communique les pièces suivantes :

- une photocopie recto verso d'un justificatif officiel d'identité en cours de validité (carte nationale d'identité, passeport, titre de séjour) ;

- un relevé d'identité bancaire IBAN du compte sur lequel le versement de la rente doit être effectué. Ce compte doit être au nom du bénéficiaire désigné en cas de décès ou du bénéficiaire de la rente réversible ;
- le numéro de sécurité sociale du bénéficiaire de la réversion (numéro d'inscription au registre NIR).

Le paiement de la prestation ne peut avoir lieu qu'après la réception de toutes les pièces susvisées. La Carac peut demander des pièces supplémentaires pour satisfaire à ses obligations légales et réglementaires.

Article 16. Que se passe-t-il en cas de décès ?

En cas de décès de l'adhérent avant le terme de l'adhésion, le capital remboursable est versé aux bénéficiaires désignés.

16.1 Les bénéficiaires en cas de décès

L'adhérent peut désigner le(s) bénéficiaire(s) en cas de décès lors de son adhésion au règlement mutualiste ou ultérieurement. La désignation peut être réalisée dans la demande d'adhésion, par acte sous seing privé ou par acte authentique.

En cas de pluralité de bénéficiaires désignés, l'adhérent doit préciser l'ordre de priorité de versement du capital et sa répartition. À défaut de précision, le bénéfice sera considéré comme attribué à parts égales entre eux.

Sauf acceptation expresse du ou des bénéficiaires, l'adhérent peut, à tout moment, modifier la désignation de ses bénéficiaires. Cette modification entre en vigueur à la date de la demande de modification faite par écrit par l'adhérent, sous réserve de sa réception par la Carac.

16.2 En cas de sortie en rente viagère réversible

Si l'adhérent décède pendant le service de la rente viagère, le bénéficiaire désigné recevra une rente de réversion :

- si l'adhérent a opté pour la réversibilité de la rente conformément à l'article 14.4, du présent règlement mutualiste ;
- si le bénéficiaire répond aux conditions d'âge au moment de la conversion en rente.

Les arrérages de rente sont versés à terme échu, sans prorata d'arrérages au décès, le premier jour de chaque trimestre civil qui suit le décès de l'adhérent. La Carac procède au recouvrement de l'éventuel trop-perçu à l'issue du décès du réversataire si celui-ci est supérieur ou égal à 15 euros. Si l'adhérent n'a pas choisi de rente viagère réversible, le contrat est clôturé.

Article 17.

Les modalités de service de la rente viagère réversible

Pour obtenir la prestation due par la Carac au titre de l'exécution des clauses contractuelles, le(s) bénéficiaire(s) communiquent les pièces suivantes :

- une photocopie recto verso d'un justificatif officiel d'identité en cours de validité (carte nationale d'identité, passeport, titre de séjour) ;
- une pièce justificative de sa qualité :
 - le bénéficiaire est le conjoint ou le partenaire de PACS : un extrait d'acte de naissance ou une photocopie de l'acte de notoriété signée par le notaire chargé de la succession et revêtue de son sceau ;
 - les bénéficiaires sont les enfants ou les héritiers : photocopie de l'acte de notoriété signée par le notaire chargé de la succession et revêtue de son sceau.
- un relevé d'identité bancaire IBAN du compte sur lequel le versement de la rente doit être effectué. Ce compte doit être au nom du bénéficiaire de la rente réversible ;
- un extrait d'acte de décès ou un certificat de décès ;
- le numéro de sécurité sociale du bénéficiaire (numéro d'inscription au registre NIR) ;
- les pièces exigées par l'administration fiscale, telles que l'attestation sur l'honneur attachée à l'article 990 I du Code général des impôts.

Le paiement de la prestation ne peut avoir lieu qu'après la réception par la Carac de toutes les pièces susvisées. La Carac peut demander des pièces supplémentaires pour répondre aux obligations légales et réglementaires.

Article 18.

Le capital remboursable

Sur le support « Sécurité » libellé en euros, le capital décès est égal au montant de l'épargne acquise à la date de valeur du décès visée à l'article 9. Le capital continue à être revalorisé conformément à l'article 11.2, entre la date du décès et la date à laquelle la Carac est informée du décès de l'adhérent. Sur les supports en unités de compte, le nombre de parts est arrêté au jour du décès de l'adhérent déduction faite du nombre de parts ayant fait l'objet d'une demande de rachat partiel. La valeur de l'unité de compte est, quant à elle, déterminée conformément à l'article 9.

En cas de décès, la revalorisation du capital garanti intervient à compter du décès du membre participant jusqu'à la réception de l'ensemble des pièces nécessaires au paiement ou, le cas échéant, jusqu'au dépôt de ce capital à la Caisse des dépôts et consignations, dans les conditions décrites ci-après. La Carac dispose d'un délai de quinze jours, après réception de l'avis de décès et de sa prise de connaissance des coordonnées du bénéficiaire afin de demander au bénéficiaire de lui fournir l'ensemble des pièces nécessaires au paiement.

Au-delà du délai de quinze jours le capital produit de plein droit intérêts au double du taux légal durant un mois puis, à l'expiration de ce délai d'un mois, au triple du taux légal. La Carac dispose d'un délai d'un mois, après réception de l'ensemble des pièces justificatives du bénéficiaire, pour procéder au paiement. Au-delà du délai d'un mois, le capital non versé produit de plein droit intérêts au double du taux légal durant deux mois puis, à l'expiration de ce délai de deux mois, au triple du taux légal. La période au cours de laquelle le capital a, le cas échéant, produit intérêts pour retard dans la demande de transmission de l'ensemble des pièces nécessaires au paiement, s'impute sur le calcul de ce délai de deux mois.

Le capital décès produit de plein droit intérêts, à compter de la date du décès, au taux et aux conditions fixés annuellement par le Conseil d'administration de la Carac. Ce taux ne peut être inférieur au taux le moins élevé des deux taux suivants :

- La moyenne sur les douze derniers mois du taux moyen des emprunts de l'État français, calculée au 1^{er} novembre de l'année précédente ;

- Le dernier taux moyen des emprunts de l'État français disponible au 1^{er} novembre de l'année précédente.

Article 19.

La garantie plancher

Jusqu'au 31 décembre de l'année où il atteint ses 75 ans, l'adhérent bénéficie de la garantie plancher. Cette garantie cesse en cas de rachat total ou de renonciation. Elle permet au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) en cas de décès de percevoir au minimum le cumul des versements nets de frais effectués depuis l'adhésion, déduction faite des rachats partiels, dans la limite du plafonnement du capital plancher. À ce titre, il perçoit le capital plancher en complément de l'épargne acquise.

19.1 Capital plancher

Le capital plancher est égal à la différence entre :

- le cumul des versements nets de frais effectués depuis l'adhésion, déduction faite des rachats partiels

et

- le montant de l'épargne acquise de la garantie au jour du calcul.

Il est au minimum égal à 0.

19.3 Barème de la garantie plancher

Montant de la cotisation mensuelle pour un capital plancher de 1000 euros en fonction de l'âge atteint par l'assuré.

Âge atteint par l'assuré	Cotisation mensuelle	Âge atteint par l'assuré	Cotisation mensuelle	Âge atteint par l'assuré	Cotisation mensuelle
en années	en euros	en années	en euros	en années	en euros
▼	▼	▼	▼	▼	▼
≤ 25	0,10	42	0,29	59	1,05
26	0,10	43	0,32	60	1,12
27	0,11	44	0,35	61	1,21
28	0,11	45	0,39	62	1,31
29	0,11	46	0,43	63	1,42
30	0,11	47	0,46	64	1,55
31	0,12	48	0,50	65	1,69
32	0,12	49	0,53	66	1,84
33	0,13	50	0,57	67	2,01
34	0,14	51	0,61	68	2,19
35	0,15	52	0,65	69	2,39
36	0,16	53	0,70	70	2,61
37	0,18	54	0,75	71	2,85
38	0,19	55	0,80	72	3,11
39	0,21	56	0,86	73	3,39
40	0,23	57	0,91	74	3,69
41	0,26	58	0,98	75	4,04

Le capital plancher est plafonné à 150 000 euros. Le montant du plafond est fixé par l'Assemblée Générale de la Carac ou, le cas échéant, par le Conseil d'administration de la Carac par voie de délégation.

19.2 Coût de la garantie plancher

La cotisation est calculée le 31 décembre de chaque année, sur la base du cumul des capitaux plancher de chaque fin de mois, de l'âge de l'assuré déterminé par différence entre l'année en cours et son année de naissance et du barème défini ci-dessous.

Elle est prélevée chaque 31 décembre ou en cas de clôture (rachat total, décès) au jour de la sortie ou en cas de conversion en rente en date de conversion. Elle est prélevée par diminution de l'épargne acquise sur le fonds « Sécurité » libellé en euros ou à défaut, par minoration du nombre de parts, sur les supports décrits dans le Relevé sur les Actifs Financiers.

En cas de rachat total ou de décès de l'adhérent, les cotisations acquises non encore prélevées sont déduites du montant de la prestation. En cas de conversion en rente, les cotisations non encore prélevées sont déduites du capital constitutif de la rente. En cas de modification du barème, l'adhérent est informé préalablement des nouveaux taux de cotisation applicables.

Article 20.

Modes de perception du capital en cas de décès de l'adhérent

Chaque bénéficiaire a le choix entre :

- percevoir ce capital ;

ou

- réinvestir ce capital, en tout ou partie, sur un contrat Carac souscrit à son nom.

Sauf si le capital est réinvesti sur un contrat Plan Obsèques Carac (pour lequel les frais sur versements sont maintenus), aucun frais sur versement n'est prélevé sur le montant du capital réinvesti.

Dès lors que l'option réinvestissement est choisie, seules sont applicables les dispositions générales du règlement mutualiste relatives au contrat sur lequel le capital a été réinvesti. Ce règlement mutualiste est remis lors de l'adhésion.

Le paiement ou le réinvestissement du capital est subordonné à la production par les bénéficiaires de l'acte de décès de l'adhérent, des pièces justificatives de l'identité et de la qualité des bénéficiaires et des pièces éventuellement requises par la législation fiscale en vigueur.

Article 21.

Information de l'existence d'une stipulation effectuée à son bénéfice

Toute personne physique ou morale peut demander par lettre ou tout autre support durable à un ou plusieurs organismes professionnels représentatifs, habilités à cet effet par arrêté du ministre chargé de la Mutualité, à être informée de l'existence d'une stipulation effectuée à son bénéfice dans une police souscrite par une personne physique dont elle apporte, par tout moyen, la preuve du décès.

Dans les quinze jours suivant la réception du support durable mentionné à l'alinéa précédent, l'organisme transmet cette demande à la Carac pour exercer les opérations d'assurance dépendant de la durée de la vie humaine. Lorsque la personne morale ou physique mentionnée au deuxième alinéa est désignée dans une police comme bénéficiaire, la Carac dispose d'un délai d'un mois pour l'informer de l'existence d'un capital ou d'une rente garantis payables à son bénéfice.

Article 22.

Modifications

22.1 Modifications émanant de l'adhérent

Les modifications de toute nature (bénéficiaires, arbitrages, changements de profil ou d'option de gestion) doivent être adressées directement par l'adhérent à la Carac.

22.2 Modifications émanant de la Carac

Conformément aux dispositions du Code de la mutualité et des statuts de la Carac, les règlements mutualistes sont adoptés par le Conseil d'Administration de la Carac dans le respect des règles générales fixées par l'assemblée générale.

L'adhérent est informé des modifications apportées au présent règlement conformément aux dispositions du Code de la mutualité.

Article 23.

Communication annuelle

Tous les ans, la Carac mettra à disposition de l'adhérent un relevé de situation lui indiquant les informations visées à l'article L.223-21 du Code de la mutualité, notamment le montant de la valeur de rachat de l'épargne acquise.

Article 24.

Prescription

Conformément au Code de la mutualité, toutes actions dérivant des opérations d'assurance sont prescrites pour deux ans à compter de l'événement qui leur donne naissance. La prescription est portée à dix ans lorsque le bénéficiaire n'est pas l'adhérent.

Toutefois, ce délai ne court :

- En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où la Carac en a eu connaissance ;
- En cas de réalisation du risque, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite de la réalisation d'un risque.

Constituent des causes ordinaires d'interruption de la prescription au sens du Code civil :

- La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait ;
- La demande en justice, même en référé ou portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine est annulé par l'effet d'un vice de procédure ;
- Une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles ou acte d'exécution forcée.

En revanche, l'interruption de la prescription peut être regardée comme non avenue lorsque la prescription est nulle par défaut de forme, si le demandeur se désiste de sa demande, s'il laisse périmer l'instance ou si sa demande est rejetée.

L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception adressée par la Carac au membre participant, en ce qui concerne l'action en paiement de la cotisation, et par le membre participant, le bénéficiaire ou l'ayant droit à la Carac, en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

Par dérogation à l'article 2254 du Code civil, les parties à une opération individuelle ou collective ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Article 25. Fausse déclaration

En cas d'erreur sur l'âge de l'adhérent ou du bénéficiaire de la réversion, entraînant une minoration de la cotisation payée au titre de la garantie plancher par rapport à celle qui aurait dû être acquittée, ou du coût de la réversion, le capital ou la rente garantis sont réduits en proportion de la cotisation perçue et de celle qui aurait correspondu à l'âge véritable de l'adhérent ou du bénéficiaire de la réversion. Si, au contraire, par suite d'une erreur sur l'âge du membre participant ou du bénéficiaire de la réversion, une cotisation trop forte a été payée, la Carac restituera la portion de cotisation qu'elle a reçue en trop sans intérêts.

Article 26. Lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme

Dans le cadre des obligations légales et réglementaires qui s'imposent à l'ensemble des organismes financiers, la Carac peut être amenée à demander à son interlocuteur (adhérent ou tiers) des informations et justificatifs complémentaires selon la nature et/ou le montant de l'(des) opération(s) effectuée(s).

Article 27. Données personnelles

27.1 Identité du responsable du traitement

Dans le cadre de ses relations avec ses adhérents, la Carac, en sa qualité de responsable du traitement, recueille et traite des données à caractère personnel au sens du droit applicable en la matière.

27.2 Coordonnées du Délégué à la Protection des Données

Le Délégué à la Protection des Données (ci-après « DPO ») peut être joint par courriel à l'adresse : dpo@carac.fr ou à l'adresse postale suivante : Carac DPO-159, Avenue Achille Peretti – CS 40 091 – 92577 Neuilly-sur-Seine Cedex, en joignant une copie de pièce d'identité.

27.3 Destinataires des données à caractère personnel collectées

Les destinataires des données à caractère personnel sont la Carac, ses partenaires, les administrations fiscales et sociales et les autorités de contrôle.

27.4 Durée de conservation des données à caractère personnel des adhérents

Les données à caractère personnel de l'adhérent sont conservées durant toute la période d'exécution du contrat, puis durant la période visée par les différentes prescriptions légales.

27.5 Droits des adhérents sur leurs données à caractère personnel vis-à-vis du responsable du traitement

L'adhérent dispose des droits suivants, conformément aux règles applicables en matière de protection des données à caractère personnel :

- demander l'accès et la rectification de ses données à caractère personnel ;
- demander la limitation du traitement de ses données à caractère personnel ;
- demander la suppression de ses données à caractère personnel ;
- demander à exercer son droit d'opposition ;
- formuler des directives post mortem spécifiques et générales concernant la conservation, l'effacement et la communication de ses données à caractère personnel ;
- exercer son droit à la portabilité.

Ces droits peuvent être exercés auprès du DPO de la Carac, par courriel à l'adresse : dpo@carac.fr ou à l'adresse postale suivante : Carac – DPO – 159, Avenue Achille Peretti – CS 40 091 – 92577 Neuilly-sur-Seine Cedex, en joignant une copie de pièce d'identité.

27.6 Finalités et base juridique du traitement

La Carac recueille et traite les données à caractère personnel de l'adhérent dans le cadre de ses relations avec lui pour les finalités suivantes :

- le respect du devoir d'information et de conseil ;
- la LCB-FT ;
- la gestion et l'exécution du contrat d'assurance conclu entre la Carac et l'adhérent ;
- la prospection, la gestion de l'animation promotionnelle, ainsi que la réalisation d'études statistiques ;
- la réalisation d'enquêtes et de sondages ;
- le profilage afin de mieux identifier les besoins de l'adhérent en matière de contrats d'assurance.

Les données à caractère personnel de l'adhérent sont collectées sur le fondement de l'exécution du contrat conclu entre la Carac et l'adhérent, du respect des obligations légales et de l'intérêt légitime de la Carac.

27.7 Droits de l'adhérent sur ses données à caractère personnel vis-à-vis de l'autorité de contrôle

L'adhérent dispose du droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL concernant ses données à caractère personnel (<https://www.cnil.fr/fr/plaintes>).

Article 28. Réclamation et médiation

Pour toute réclamation liée à l'application du présent règlement mutualiste, aux statuts ou au règlement intérieur, l'adhérent s'adresse, dans un premier temps, à son interlocuteur habituel. S'il n'obtient pas satisfaction, l'adhérent peut saisir le Service réclamation de la Carac :

- **Par courrier à l'adresse suivante :**
Carac – Service Réclamation – 159, Avenue Achille Peretti, CS 40091, 92577 Neuilly-sur-Seine Cedex ;
- **Par voie électronique :** en remplissant le formulaire de contact du Service réclamation sur le site internet www.carac.fr.

Dans tous les cas, l'adhérent recevra un accusé de réception sous 10 jours ouvrables maximum à compter de la réception de sa réclamation sauf si une réponse lui est apportée dans ce délai. L'adhérent recevra une réponse du Service réclamations au plus tard deux mois à compter de la réception de sa réclamation.

En dernier recours et après épuisement des voies de recours internes de règlement des réclamations, l'adhérent peut saisir gratuitement le Médiateur interne de la Carac. Sous peine d'irrecevabilité, la saisine du Médiateur doit s'effectuer obligatoirement en langue française :

- **par courrier à l'adresse suivante :**
Carac- Monsieur le Médiateur –159, Avenue Achille Peretti, CS 40091, 92577 Neuilly-sur-Seine Cedex ;
- **par voie électronique :** en remplissant le formulaire de contact du Médiateur sur le site internet <https://www.mediateur-carac.fr/page-contact> ;
- **par courriel à l'adresse suivante :**
mediation@carac.fr.

La demande doit être accompagnée des pièces justificatives.

Après réception du dossier complet, le Médiateur rend un avis motivé dans les 90 jours.

Toutefois, dans les cas exceptionnels où ce délai se révèle insuffisant, le Médiateur en informe, de façon motivée, les deux parties.

Pour plus d'informations sur la médiation, veuillez consulter la Charte de la médiation sur le site internet de la Carac (<https://www.mediateur-carac.fr/>).

Article 29. Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution

Conformément au Code de la mutualité, la Carac est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution, sise 4 place de Budapest – 75436 Paris.

Elle publie sur son site internet chaque année le rapport sur la solvabilité et la situation financière (SFCR).



Carac mutuelle d'épargne, de retraite et de prévoyance

Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité • SIREN: 775 691 165

Siège: 159, Avenue Achille Peretti • CS 40091 • 92577 Neuilly-sur-Seine cedex

Numéro Cristal: 0 969 32 50 50 (Appel non surtaxé) • www.carac.fr •